

# Comité Local de Cohésion Territoriale du Maine-et-Loire

## Lundi 14 novembre 2022

## Introduction par Monsieur le Préfet

- ✓ l'ANCT intervient sur 3 priorités territoriales :
  - les petites villes et les centres-villes ;
  - la ruralité ;
  - les quartiers de la politique de la ville
- ✓ 3 modalités :
  - des programmes territorialisés ;
  - des financements via des dispositifs d'appels à manifestation d'intérêts (AMI) ;
  - un accompagnement « sur-mesure » si le projet le justifie.

## Trois axes de travail dans le Maine-et-Loire :

- ✓ une coordination renforcée entre services et opérateurs de l'État pour faciliter le parcours des collectivités porteuses de projet ;
- ✓ un renforcement de la capacité collectivité à accompagner des projets complexes ;
- ✓ Une contribution à l'effort d'animation et de coordination des acteurs locaux de l'ingénierie.

## Ordre du jour

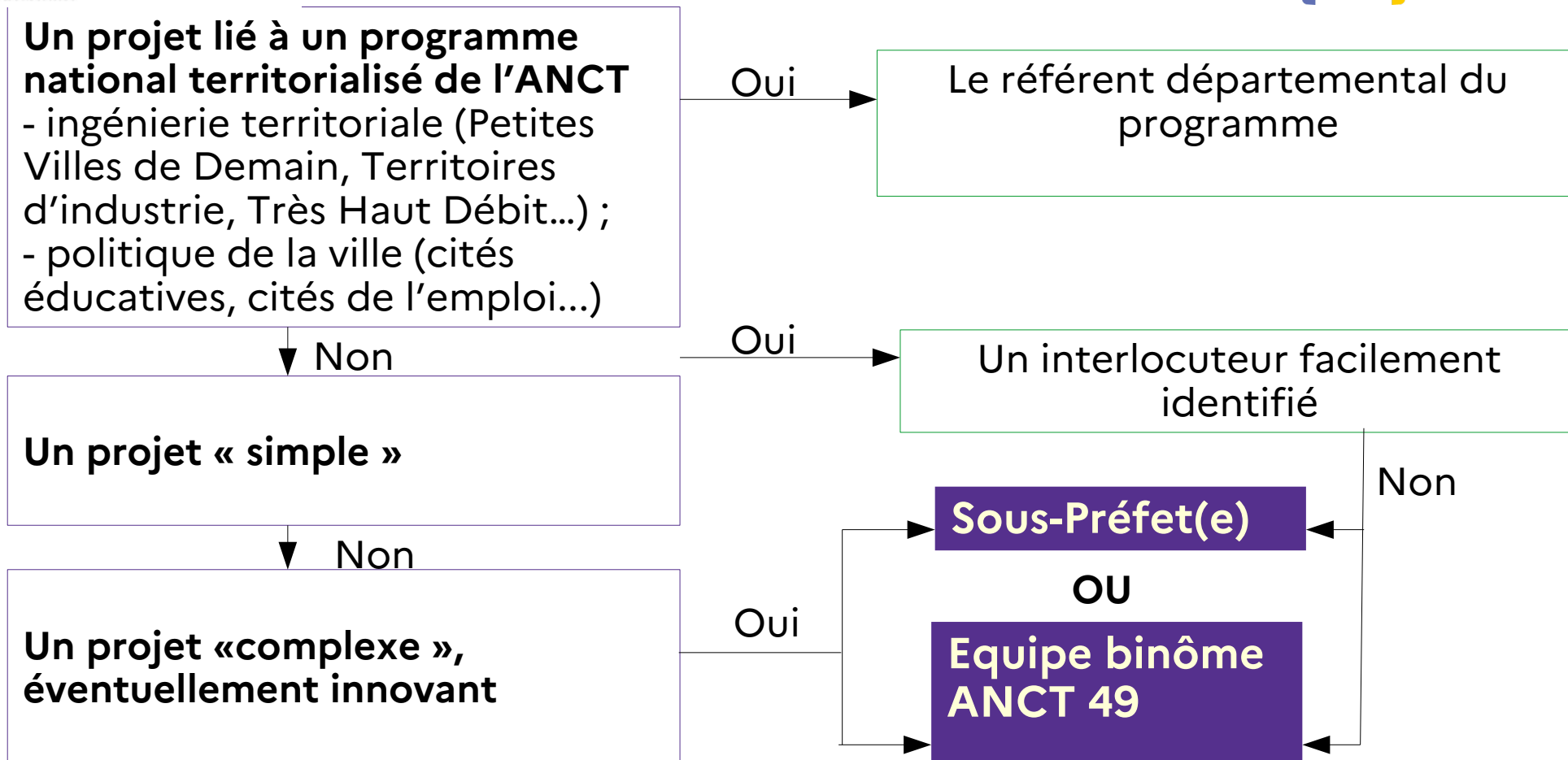
1. Bilan de l'ANCT 49
2. « Bien vivre » dans nos territoires ruraux : quels leviers ?
3. Comment réduire la fracture numérique territoriale ?
4. Les 1<sup>ers</sup> ateliers techniques de l'ANCT 49
5. Le CEREMA : nouvelle gouvernance et nouvelle offre d'ingénierie

**Conclusion par Monsieur le Préfet**

# 1. Bilan 2022 de l'ANCT 49

Présentation par Pierre-Julien Eymard, Directeur de la DDT

# Rappel : à qui s'adresser ?



- ✓ mise en place d'une équipe binôme ANCT 49 ( un agent en DDT et un agent en Préfecture) : [anct@maine-et-loire.gouv.fr](mailto:anct@maine-et-loire.gouv.fr)
- ✓ création d'un formulaire « **Démarches Simplifiées** » en mai 2022 dans le cadre d'un accompagnement avec l'ANCT dit « sur-mesure »
  - ➔ Lien disponible sur le site internet de la Préfecture, rubrique *La Délégation locale de l'ANCT en Maine-et-Loire, comment saisir la délégation territoriale ?*
- ✓ une demande d'aide en recherche de financement et deux pour un soutien en ingénierie technique

- la mise en œuvre de programmes territorialisés : Petites Villes de Demain, Action Coeur de Ville, politique de la Ville...
- des conventions entre l'ANCT et ses partenaires : exemple du CEREMA qui a accompagné un EPCI sur la gouvernance du projet de territoires aux acteurs ;
- une contribution au réseau d'animation d'ingénierie locale : réseau des EPCI sur Air-Energie-Climat co-animé avec la DDT, le Département et le SIEMML, ateliers techniques de l'ANCT 49, réseau d'animation des PVD...



## Bilan des CRTE

- les 9 CRTE du territoire sont signés  
=> <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/crte-signes-840>
- 3 CRTE aidés par un bureau d'étude ;
- 1 CRTE accompagné par l'ADEME (Mauges communauté) ;
- annexes financières 2022 en cours pour les CRTE signés mi-2021.

## 2. « Bien vivre » dans nos territoires ruraux, quels leviers ?

Introduction par Mme Pietri, Sous-Préfète de Segré, référente départementale « ruralité ».

- le dispositif des France Services (Marie-Odile Claude/ Préfecture)
- les Volontaires Territoriaux en Administration (Sebastien Roussel/DDT)

# Le dispositif France Services

# Rappel du contexte

- Le Président de la République a décidé le 25 avril 2019 la mise en place d'un réseau France Services, **guichet unique** qui regroupe dans un seul et même lieu les principaux organismes de services publics, **à moins de 30 minutes** du citoyen.
- Neuf opérateurs nationaux minimum sont partenaires de toutes les France services et peuvent être rejoints par des opérateurs locaux répondant aux **besoins du territoire et de ses habitants.**



# Maillage départemental

- Objectif assigné : **23** France services
- Objectif atteint : **25** France services + 1 projet à Gennes Val de Loire en cours de labellisation et un bus porté par la Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe

Les 25 espaces France services sont portés par :

- 17 collectivités (communes, communautés de communes, syndicat mixte)
- 5 centres sociaux
- 2 MSA
- 1 La Poste



- Limites départementales
- Limites communales
- Limites communes déléguées

**France Services :**

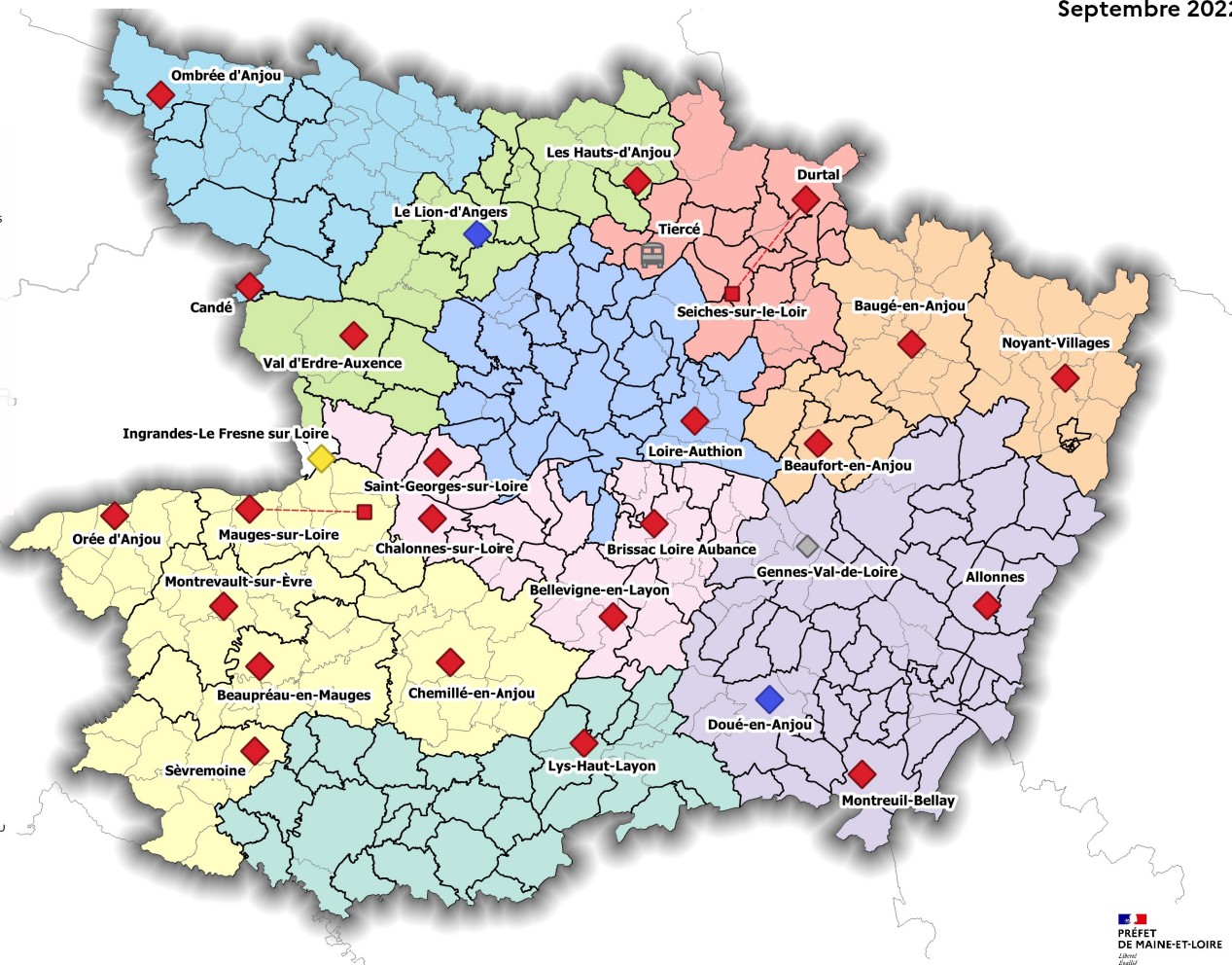
- France services
- Antenne France services
- France services La Poste
- France services « by MSA »
- France services en projet
- Bus France services en projet

**EPCI :**

- CU Angers Loire Métropole
- CC Anjou Loir et Sarthe
- CC Loire Layon Aubance
- CA du Choletais
- CA Mauges Communauté
- CA Saumur Val de Loire
- CC Baugeois Vallée
- CC Anjou Bleu Communauté
- CC des Vallées du Haut-Anjou
- CC du Pays d'Ancenis



0 10 20 km



## ACCESSIBILITÉ ROUTIÈRE AU RÉSEAU FRANCE SERVICES

Projets d'implantation au 1er décembre 2022

### MAINE-ET-LOIRE (49)

Nombre de  
France services

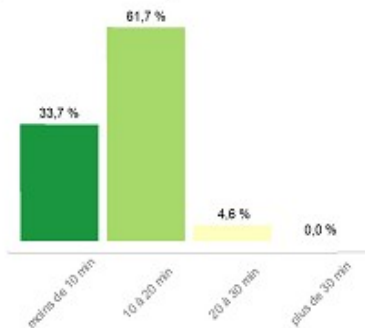
**28**

Temps d'accès  
moyen

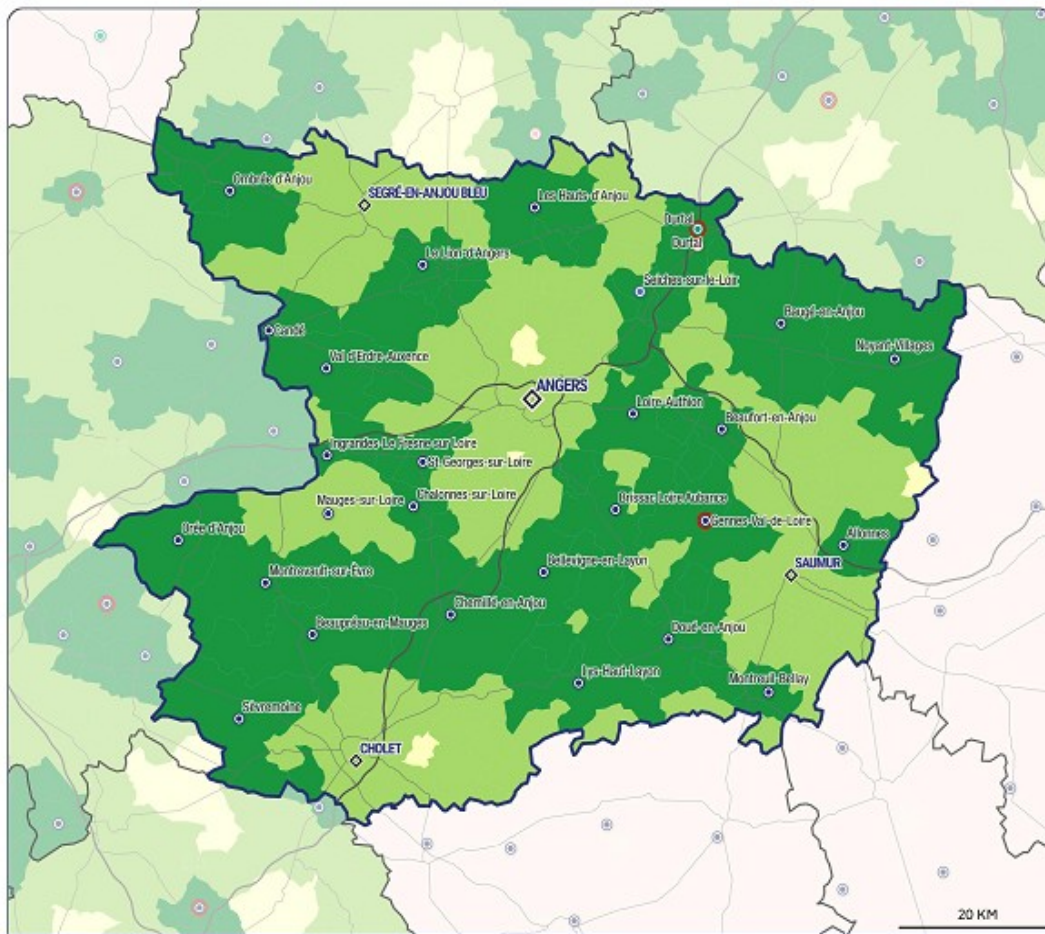
**12** min



Part de la population  
par tranche de temps d'accès



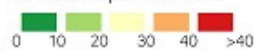
Sources : ANCT 07/2022 ; SGAR 44, projections de labellisations 07/2022 ; Insee COG 2021 ; Insee Filosofi 2015 ; Insee Metric-OSRM, © les contributeurs d'OpenStreetMap (<https://www.openstreetmap.org/copyright>) et du projet OSRM (<http://project-osrm.org/>) ;  
Fond cartographique : IGN ©ADMIN EXPRESS ©BDCARTO ©BDALTI ;  
Traitements et réalisation : ANCT pôle ADT - Observatoire des territoires et Cartographie 10/2022



#### Commune dotée en France services

- Fixe
- Mobile
- Multi-sites
- Antenne
- Loren ipsum FS labellisée
- Loren ipsum Antenne
- Projet d'implantation

#### Temps d'accès moyen à la France services fixe la plus proche via le réseau routier en minutes par commune

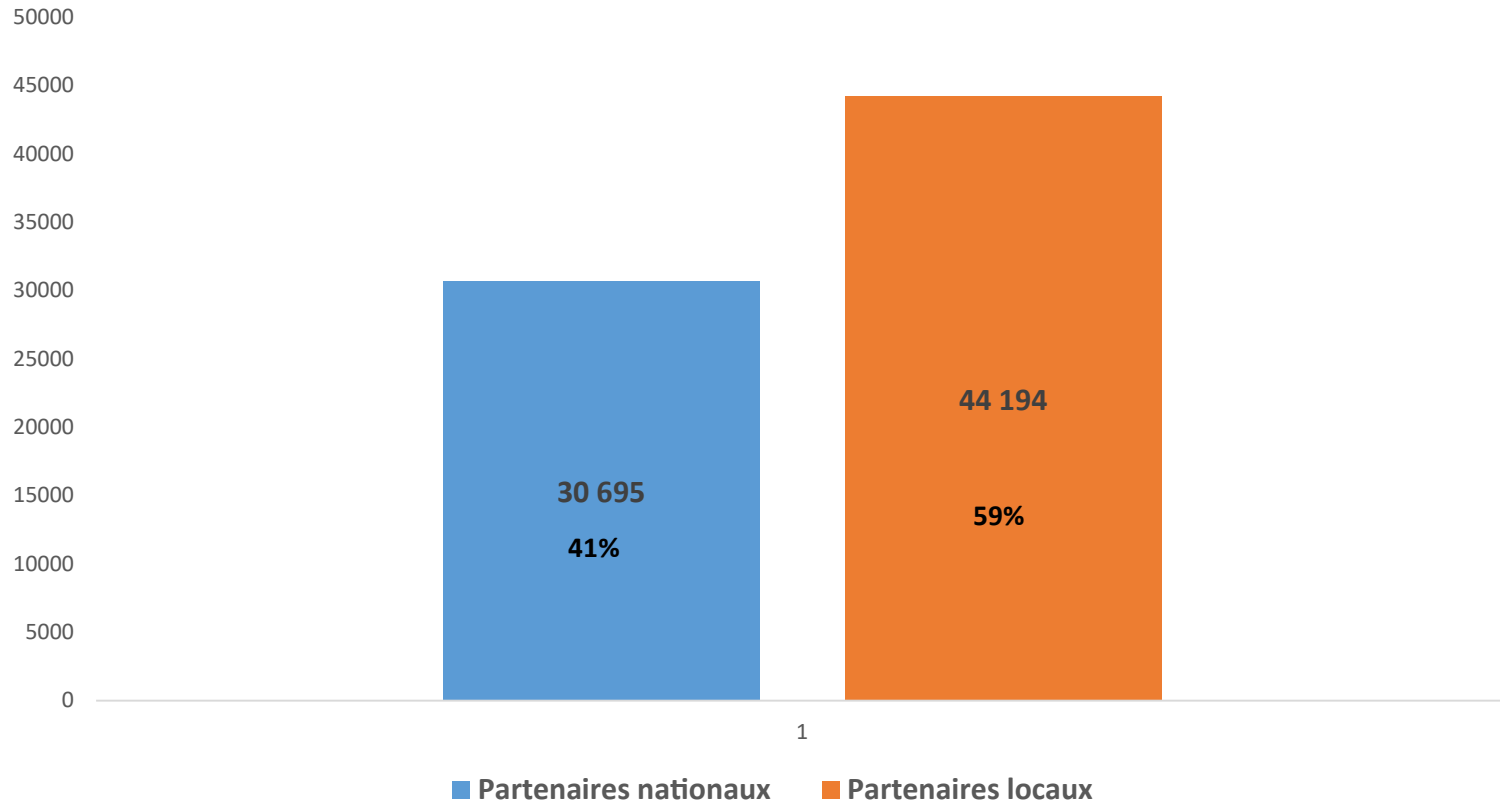


#### Repères

- Autoroute
- Autre liaison principale
- ◇ Préfecture de département
- ◇ Sous-préfecture

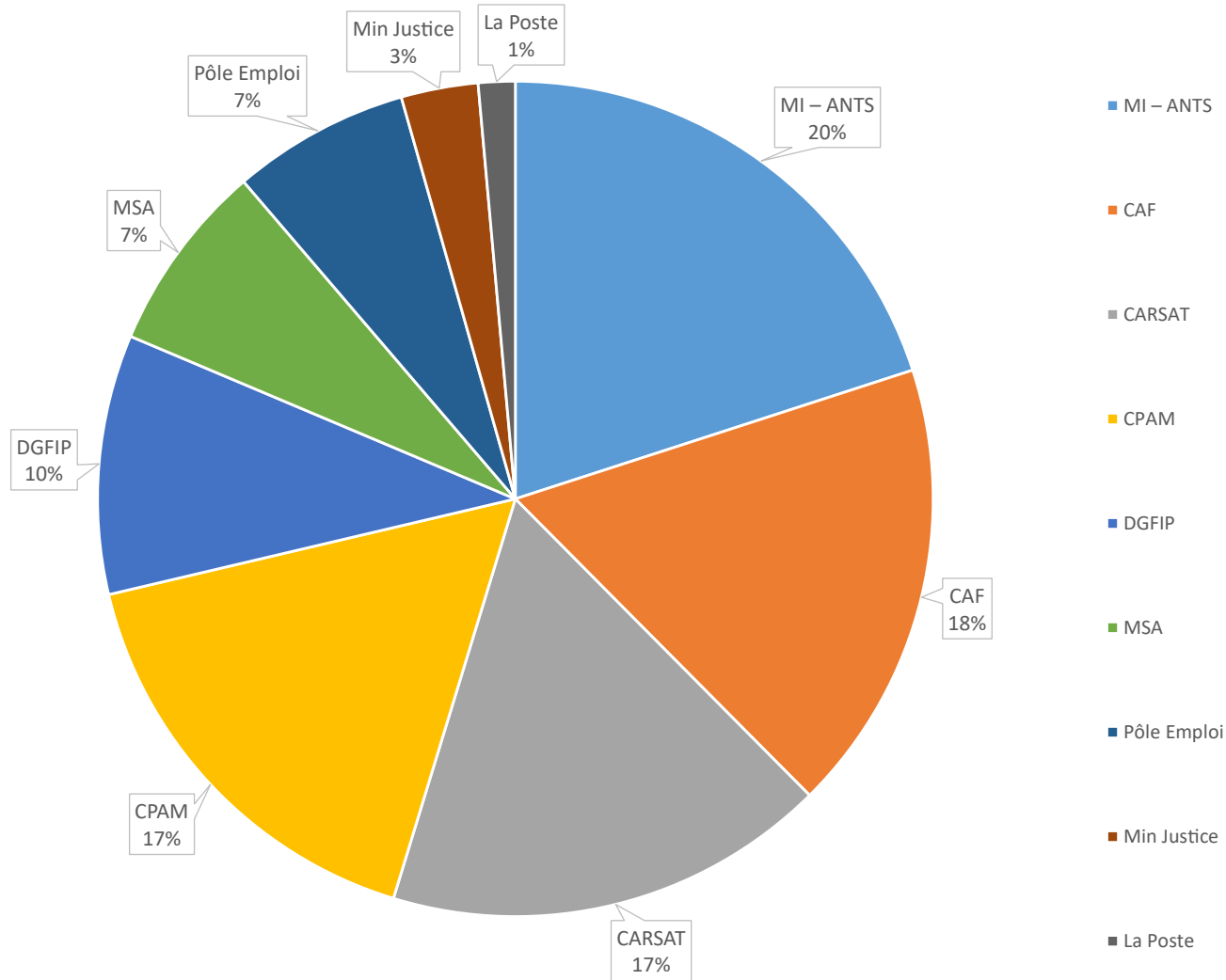
# ACTIVITÉ DES FRANCE SERVICES

74 889 démarches du 1er janvier au 30 octobre 2022





# Répartition des démarches par partenaire national



## Formations RETEX



En collaboration avec l'État, le Conseil Départemental participe au dispositif France Services notamment au travers d'organisation de formations et de divers évènements.



## Animation du réseau

Pour pérenniser le dispositif, l'ANCT a jugé nécessaire de mettre en place une véritable communauté de travail à travers l'animation du réseau France Services.

**Mme Émilie Jorge**, coordinatrice de la France Services de St Georges sur Loire a été nommée « **Animatrice départementale du réseau France Services** » à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

Ce poste équivalent à 0,5 ETP est subventionné par l'ANCT à hauteur de 25 000 € / an.

## Priorités des animateurs

Appuyer le pilotage  
des préfetures

Accompagner et fédérer  
le réseau des France  
services

Renforcer les relations  
partenariales

Renforcer la visibilité  
des France services  
sur le territoire

Accompagner les  
structures nouvellement  
labellisées ou en  
difficultés



**Groupes Ressource:**

- Compte-rendu d'activités
- Journées de réseaux
- Journées Portes Ouvertes
- Comité technique avec les opérateurs



**Des formations**

- RETEX
- Opérateurs
- Immersions

**Visite et accompagnement des structures**



**Une visio  
d'échanges par  
mois**



**1, 2 ou 3 évènements  
annuels  
Séminaire  
Journée de réseau**



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

# Le Volontariat Territorial en Administration (VTA)

## Le Dispositif

- un dispositif de l'ANCT
- un contrat de travail de 12 à 18 mois avec les collectivités pour les jeunes diplômés âgés de 18 à 30 ans
- des missions diverses : soutien aux chefs de projets PVD, élaboration des CRTE...
- 15 000 € d'aide forfaitaire de l'Etat
- 800 VTA aidés par l'État en 2022

### Objectifs :

- soutenir les territoires ruraux
- faire découvrir les missions de services publics

Commune	Mission	Statut
Mûrs-Erigné	Création d'un tiers-lieu nourricier	VTA recruté
Lys-Haut-Layon	Coordinateur associatif, culturel et sportif	VTA recruté
CC Baugeois-Vallée	Politique d'insertion et développement éco	En cours de recrutement
Cheffes	Prévention des risques inondations	En cours de recrutement








# PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Liberté  
Égalité  
Fraternité






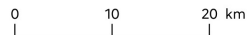
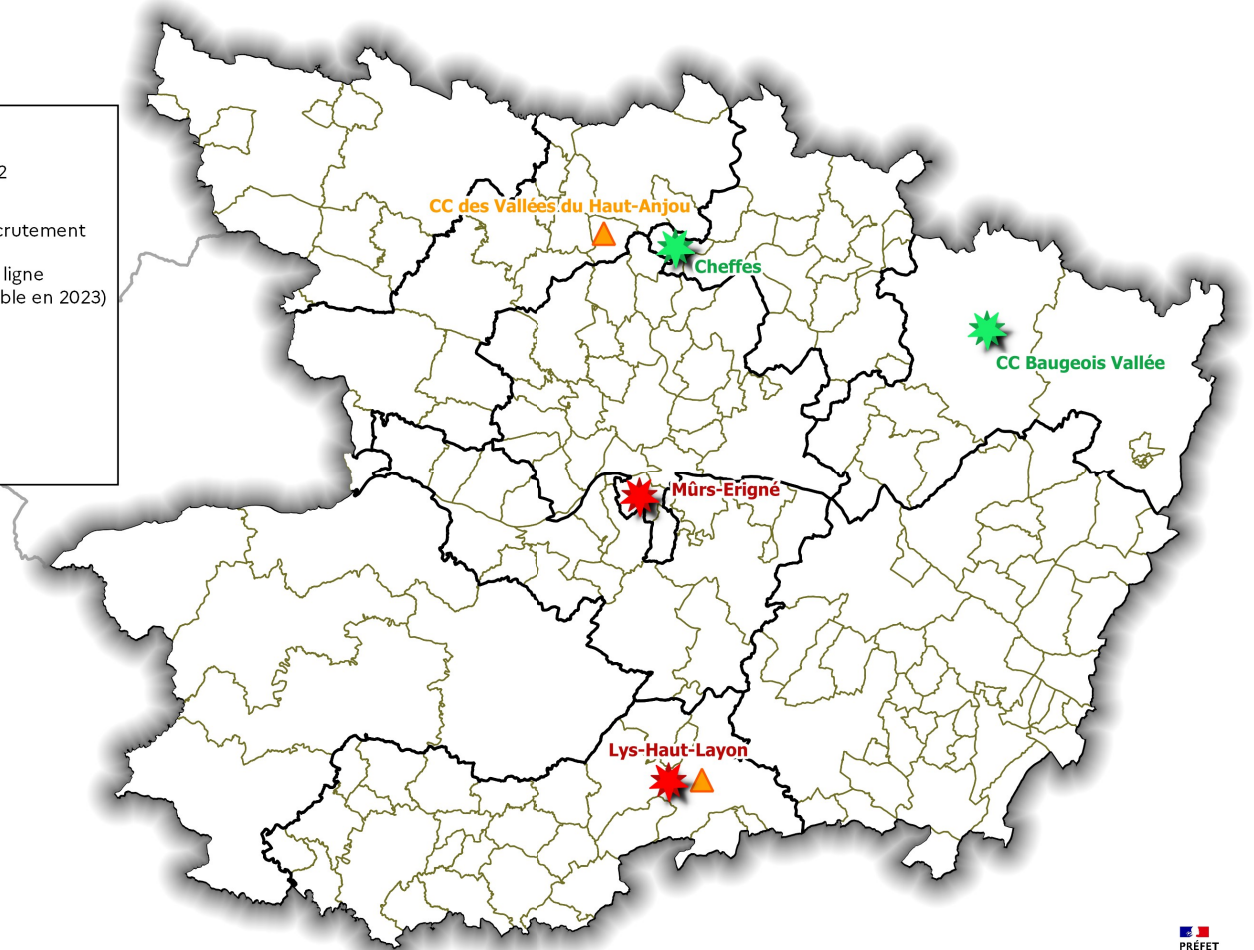
## BILAN DU VOLONTARIAT TERRITORIAL EN ADMINISTRATION EN 2022 - MAINE-ET-LOIRE

**Volontaires territoriaux :**

-  VTA recruté en 2022
-  VTA en cours de recrutement
-  Fiches de postes en ligne (recrutement probable en 2023)

**Limites administratives :**

-  Département
-  EPCI
-  Communes



## Bilan VTA 2022

- 4 VTA recrutés pour 2022 en Maine-et-Loire.  
Un bilan qui s'inscrit dans la moyenne de la région (21 VTA recrutés en Pays-de-Loire en 2021).
- Dans le Maine-et-Loire, un dispositif partagé entre la Préfecture et la DDT
- Objectifs 2023 :
  - ➔ Poursuivre les efforts
  - ➔ Accentuer la communication pour promouvoir le dispositif
  - ➔ Deux adresses : [anct@maine-et-loire.gouv.fr](mailto:anct@maine-et-loire.gouv.fr)  
[sebastien.roussel@maine-et-loire.gouv.fr](mailto:sebastien.roussel@maine-et-loire.gouv.fr)

## 3. Comment réduire la fracture numérique territoriale ?

Présentation des Conseillers Numériques (Marie-Odile Claude, Préfecture de Maine-et-Loire)

Médiation numérique (Pierre Cumin/Christine Lucas, Département de Maine-et-Loire)



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

# Les conseillers numériques France services

## Rappel du contexte

- Partant du constat que l'illectronisme est un « fléau national » touchant 13 millions de concitoyens, l'État a décidé de consacrer **250 millions d'euros** à l'inclusion numérique dans le cadre du plan de relance.
- Cette enveloppe sera employée à développer plusieurs actions qui s'articulent autour de trois axes : « **plus de formateurs, dans plus de lieux, avec plus de moyens** ».
- L'une de ces actions concerne le recrutement et l'accueil de 4 000 conseillers numériques France services (appel à manifestation d'intérêt lancé par l'ANCT fin 2020)
- Lors de l'évènement « Numérique en Commun(s) » qui s'est tenu à Lens du 27 au 29 septembre dernier, les ministres Stanislas Guerini et Jean-Noël Barrot ont assuré la volonté de l'État d'inscrire le dispositif « Conseillers numériques France Services » dans la durée et annoncés le début des réflexions sur **l'acte deux** de la stratégie nationale pour un numérique inclusif.

# Conseiller numérique France services : un guide vers l'autonomie numérique

Les missions du Conseiller numérique France services s'articulent autour de trois piliers :

- **Soutenir les Français dans leurs usages quotidiens du numérique** (travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc...)
- **Sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques d'internet** (s'informer, apprendre à vérifier ses sources, se protéger, etc...)
- **Accompagner les Français vers l'autonomie pour réaliser des démarches administratives seuls**
- Ce dernier pilier ne doit pas se confondre avec la mission d'un agent France Services, le CNFS doit « **faire avec** » et non « **à la place de** » puisqu'il n'est en aucun cas un expert de l'accès aux droits

# Point d'actualité

**4 011**

postes attribués, au sein de

**2 933**

structures d'accueil labellisées par l'ANCT dont **54 %** publiques et **46 %** privées

**3 657**

Conseillers numériques déployés dont **133** en cours de formation et **3 524** formés et en poste

**354**

restant à déployer :  
*postes attribués récemment  
ou en cours de recrutement  
ou en cours de remplacement*

**3 524 CNFS SONT EN MISSION**

1 2 3 4 7 10 14+  
Nombre de conseillers en poste  
par département



# Plus de 930 000 accompagnements réalisés

Chaque Conseiller est invité à remplir un compte-rendu d'activité après chaque accompagnement, via son « Espace Coop », ouvert en sept. 2021. Les données permettent au Conseiller de valoriser et organiser son activité, tout comme à la structure pour piloter la mission et évaluer son projet d'inclusion numérique.

**935 962** accompagnements enregistrés  
dont **329 411** accompagnements individuels  
**149 897** demandes ponctuelles

**441 104** usagers en accompagnement suivi  
dont **17 874** redirigés vers une autre structure agréée (ex. *France Services*)

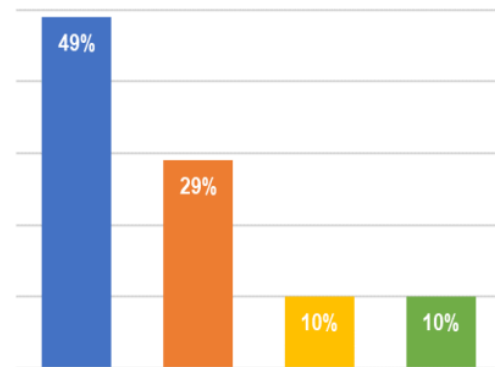
## TOP 3 DES THÈMES

**22 %** Démarche en ligne

**21 %** Utiliser son matériel

**12 %** Naviguer sur Internet

## ÂGE DES USAGERS





# Déploiement en Maine-et-Loire

Le Maine-et-Loire disposant déjà d'un réseau départemental d'inclusion numérique structuré au travers de la MedNum 49, la préfecture a travaillé conjointement avec les services du Conseil Départemental pour mettre en œuvre ce dispositif au niveau local.

**MedNum49**

*Le réseau départemental de l'inclusion numérique*

# MedNum49

*Le réseau départemental de l'inclusion numérique*

*Commission locale de cohésion territoriale du lundi 14 novembre 2022*

Intervention de Pierre Cumin  
et Christine Lucas,  
Département de Maine-et-  
Loire sur la médiation  
numérique.





**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

## 4. Les 1<sup>ers</sup> ateliers techniques de l'ANCT 49

Présentation par Catherine Gibaud, Directrice adjointe de la DDT

## Pourquoi des ateliers techniques ?

### Quatre objectifs principaux :

- faire participer les représentants techniques des collectivités ;
- permettre aux financeurs et opérateurs du territoire de présenter leurs offres ;
- offrir un espace aux collectivités pour leur permettre d'exprimer leurs difficultés éventuelles dans leurs projets de territoire ;
- développer les liens entre les collectivités et les opérateurs

## Retour sur les ateliers techniques

Trois thématiques ont été présentées :

- la rénovation énergétique des bâtiments ;
- l'eau et la renaturation en ville ;
- l'optimisation foncière.



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

## Restitution des ateliers de la matinée

# Ateliers techniques de l'ANCT 49 – 14 novembre 2022

## Les besoins d'accompagnement des collectivités sur les projets Rénovation énergétique des bâtiments publics

Pour des projets dont l'offre est existante, connue et bien structurée

Les obstacles :

- avoir une bonne vision du parc : faire un diagnostic, définir la stratégie de gestion de patrimoine
- urgence / échéances des AAP, de l'utilisation des aides...
- formation des agents en collectivité

Les réponses satisfaisantes apportées :

- département 49 : stratégie globale de 1<sup>er</sup> niveau, mise en relation avec partenaires (gratuit)
- SIEMML : portage de l'étude de diag énergétique, financement en partie, 1 référent par EPCI, boîte à outil (payant)
- CEREMA : méthodologie éco énergie tertiaire, accompagnement usages (CUBE.S), guides en ligne, Schéma directeur, Gestion de patrimoine
- ADEME : accompagnement des agents (permanence, webinaires...)
- avoir 2 niveaux d'approche :
  - pour l'hiver 2023 : apprendre à gérer les équipements en place (formations ?)
  - à moyen/long terme : gestion du patrimoine immobilier

# Ateliers techniques de l'ANCT 49 – 14 novembre 2022

## Les besoins d'accompagnement des collectivités sur les projets Rénovation énergétique des bâtiments publics

### Pour des projets nécessitant de mieux développer l'offre

Les obstacles :

- problème des compétences techniques dans les collectivités
- coût de maintenance externalisée, pb de maîtrise des équipements trop techniques
- rationaliser les bâtiments, choix stratégiques à opérer sur l'utilisation des bâtiments
- projet mobilisant réemploi matériaux locaux

Quels sont les besoins manquants ?

- avoir un gestionnaire de bâtiments technique et formé – problème de vivier, économie à imaginer entre collectivités par structure ad hoc ?
- besoin de contrôle de l'externalisation, compétence en interne du gestionnaire, privilégier des solutions « simples » à maintenir
- conditionner les aides à la rénovation énerg. d'une partie des bâtiments, ou à la présentation d'un schéma directeur
- appui opérateurs dont Cerema (expertises projets innovants, labellisation réemploi)



# Ateliers techniques de l'ANCT 49 – 14 novembre 2022

Les besoins d'accompagnement des collectivités sur les projets

## Optimisation foncière (*stratégies foncières, densification, reconquête de friches...*)

### Pour des projets dont l'offre est existante, connue et bien structurée

Les obstacles :

- concilier qualité de vie, projet urbain, densification
- supporter le coût pour les collectivités
- animer la densification : atteindre des promoteurs pour petits et moyens projets, garder une maîtrise d'ensemble

Les réponses satisfaisantes apportées :

- utiliser les étapes clés : OAP, OPAH-RU, cahier des charges de cession
- portage foncier lorsque possible (pas d'EPF en 49), « foncière » pour les commerces, fonds friche
- le dispositif PVD / ORT pour rendre visible ces opérations

### Pour des projets nécessitant de mieux développer l'offre

Les obstacles :

- les multiples propriétaires
- la protection du patrimoine
- complexité des procédures

Quels sont les besoins manquants ?

- capacité à les atteindre, contraindre ?,  
→ éventuels AAP communal, atelier BIMBY (construire dans mon jardin)
- difficultés face à des outils complexes et nombreux

## Ateliers techniques de l'ANCT 49 – 14 novembre 2022

### Les besoins d'accompagnement des collectivités sur les projets eau et renaturation en ville

#### Pour des projets dont l'offre est existante, connue et bien structurée

##### Les obstacles :

- concurrence dans les usages de l'espace/conflit de normes
- acceptabilité par les riverains, la population
- les surcouts

##### Les réponses satisfaisantes apportées :

- arbitrage, priorisation
- pédagogie
- moyens des établissements publics (AAP, réseaux..)


#### Pour des projets nécessitant de mieux développer l'offre

##### Les obstacles :

- quelles solutions techniques pour l'articulation entre les objectifs de la GIEP, la renaturation et les autres contraintes techniques ?
- réseau d'appui mal identifié, unicité des interlocuteurs

##### Quels sont les besoins manquants ?

- Besoin de réseaux techniques, d'informations
- Faire connaître l'offre, la rationaliser.
- Mettre en relation les différents acteurs sur le territoire.
- Développement à poursuivre avec le réseau AIT du département.



Cercle vertueux



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



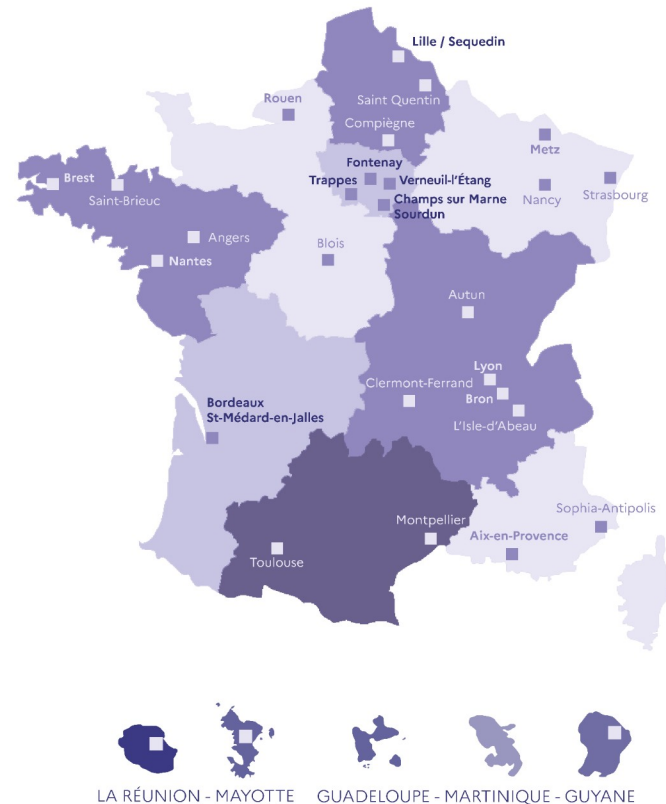
agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

## 5. Le CEREMA : nouvelle gouvernance et nouvelle offre d'ingénierie

Présentation par Patrick Garnier, directeur du CEREMA.

# QUI SOMMES-NOUS?

- **Établissement public d'ingénierie et d'expertise pour les territoires**
  - À l'appui des politiques publiques de l'aménagement des territoires, des mobilités, de l'adaptation au changement climatique et des transitions
  - Sous tutelle du Ministère de la Transition écologique
- **Plus de 2 500 agents regroupés sur 26 sites sur le territoire national et ultramarin (Antilles et océan Indien)**
- **240 M€ de recettes dont 80 % pour le compte de l'État**
- **Nos principaux clients (hors État)**
  - 36% entreprises
  - 34% collectivités territoriales
  - 18% établissements publics français
  - Autres (UE, ...)



- **Une réorganisation et une nouvelle dynamique stratégique adoptée en 2021 avec l'adaptation au changement climatique comme boussole des activités**

# A L'INTERFACE DES ACTEURS DES TERRITOIRES

Tiers de confiance pour les acteurs publics et privés via un panel de modalités d'intervention :



- **Des expertises et une ingénierie de haut** niveau tournées vers la transition écologique
- **L'innovation pour les politiques publiques** au service des usages, des besoins et du bien-être des citoyens
- **Une recherche opérationnelle** : 12 équipes de recherche, 50 projets en cours avec un haut niveau d'opérationnalité des projets portés
- Des **méthodologies** et des états de l'art reconnus (2600 publications), des formations à destination de nombreux acteurs publics et privés
- Un ensemble d'**autres activités** : certification / normalisation et formations

# Modalités d'intervention auprès des collectivités

Réponse aux appels d'offre Subventions Partenariat public-public Conventions de partenariat Marché de gré à gré  
« prochainement » le in house



- **Dans le cadre de l'ANCT :**

- Participation à la conception et au déploiement des programmes cadres (ACV, PVD, etc.)
- Missions contractualisées localement ANCT / Cerema / collectivités
  - Sur mesure, pour la conduite de projets complexes, l'innovation territoriale, l'intégration de politiques publiques...
- au lancement (2020-2022), missions « flash » sur fonds Cerema, à la demande des collectivités : diagnostics courts, conseils pour l'émergence de projets, concertation sur les projets PVD, etc.

# 6 DOMAINES D'EXPERTISE





# Nouvelle Gouvernance



# PRINCIPALES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 159 DE LA LOI 3DS

Loi 3DS : adoptée et publiée au JO du 22 février 2022

Décret : publication au JO du 17 juin 2022

## Principales dispositions

- Les collectivités territoriales et leurs groupements\* peuvent demander à adhérer au Cerema. Les demandes d'adhésion sont soumises à l'approbation du conseil d'administration.
- L'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements adhérents peuvent faire appel au Cerema dans le cadre des articles L. 2511-1 à L. 2511-5 du code de la commande publique.
- Des représentants des collectivités et groupements ayant adhéré au Cerema siègeront au CA et au sein des autres instances décisionnelles.
- L'actuel conseil d'administration vote les modalités d'adhésion des collectivités territoriales et de leurs groupements dans les six mois à compter de la date de publication du décret.
- Les nouvelles instances doivent être installées avant le 16 juin 2023.

(\*) au sens des art. L 5711-1 et L 5721-8 du

# UNE MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE EN 2023

**Création  
du  
Cerema**

Lancement du  
projet de  
transformation  
Cerem'Avenir

Le climat,  
boussole de  
notre action

**Transformation  
du Cerema**

6/10 CA  
modalités  
d'adhésion

**Ouverture  
du Cerema  
aux CT**

CA  
installation  
nouvelle  
gouvernance



**50 ans  
d'expérience**

1952- Laboratoire  
régionaux des ponts et  
chaussées  
1966 – CERTU  
1967 – SETRA  
1968 – CETE

Label de  
l'Institut Carnot  
pour notre  
projet  
Clim'adapt

16/06  
Décret  
JO  
Loi 3Ds –  
conforte le  
Cerema dans  
ses missions et  
autorise  
l'ouverture aux  
CT

# AVANTAGES ADHÉRENTS 1/2

## Une capacité à influencer sur les orientations et l'activité du Cerema

- une participation à ses **instances décisionnelles** régionales et nationales
- une **contribution aux orientations de l'établissement et à la programmation** de ses activités pour des solutions les plus adaptées aux besoins des collectivités
- un **contrôle** sur l'établissement et l'exécution de ses programmes d'activité.

## Des relations privilégiées

- un **accès facilité** à l'expertise du Cerema, par simple voie conventionnelle, **sans mise en concurrence ni publicité**, grâce à la **quasi-régie**
- un **référént** unique au sein de nos équipes, désigné dans les trois mois suivants la validation de l'adhésion de la collectivité, une écoute spécifique et un **premier niveau de conseil** sur la base d'un diagnostic des besoins de votre collectivité en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique
- **une remise de 5 %** sur le montant, tel que voté par le conseil d'administration, des prestations réalisées dans le cadre de la quasi régie et un **traitement prioritaire des demandes** des prestations
- un **accès en priorité aux expérimentations locales** et aux dispositifs de recherche et d'innovation

# AVANTAGES ADHÉRENTS 2/2

## Une communauté d'expertise et de savoirs :

- Des **séances de sensibilisation élus-techniciens** sur les thématiques répondant au défi de la transition écologique des territoires
- Une participation aux **événements locaux et nationaux** organisés par le Cerema
- Un **accès à une communauté dédiée d'experts de haut niveau** ancrés dans les territoires et à un « Club Adhérents » au sein de la plateforme Expertises.Territoires, réseau collaboratif au service des acteurs des territoires

## Un accès aux ressources spécialisées du Cerema :

- Des **veilles** sur les enjeux de l'aménagement durable et de la transition écologique ;
- Un **accès aux méthodologies, référentiels, connaissances et ressources** de pointe produites et capitalisées par le Cerema ;
- Une participation à la stratégie éditoriale des publications destinées aux collectivités.

# DES CONDITIONS TARIFAIRES ATTRACTIVES

Le barème propose une cotisation établie :

- de manière forfaitaire pour les régions et départements;
- selon le nombre d'habitants pour les communes et groupements de collectivités territoriales, avec un seuil et un plafond.

Catégories de collectivités	Tarification
Communes et groupements	0,05€/hab avec un plancher à 500€ et un plafond à 2 000€
Départements	2 500€
Régions	5 000€

Un abattement de **50 %** sera appliqué à la cotisation pour l'année 2023 (démarrage à mi-année).

**Grille tarifaire des prestations en quasi régie**

- Remise de 5 % sur les prestations (essais laboratoire, études,...) pour les adhérents;
- Mobilisation différenciée de la subvention pour charge de service public du Cerema :
  - Adhérents : pour l'appui aux politiques publiques stratégiques et/ou d'innovation (50%)
  - Non adhérents: uniquement pour R&D stricte et programmes nationaux



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

## Conclusion par Monsieur le Préfet